

ACTION URGENTE

SEPT PERSONNES TUEES DANS LE DEPARTEMENT DU CAUCA, EN COLOMBIE

Les corps de sept hommes ont été trouvés entassés au bord d'une route de la municipalité d'Argelia, dans le département du Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie. Les autorités sont en train d'identifier les corps de ces hommes qui n'étaient probablement pas de cette municipalité. Au cours des dernières semaines, des groupes paramilitaires ont fait circuler des tracts dans lesquels ils menaçaient de tuer certains groupes de personnes.

Tôt dans la matinée du 3 juillet, des habitants de la municipalité rurale d'Argelia, dans le département du Cauca situé dans le sud-ouest de la Colombie, ont trouvé sept corps sur la route reliant les villages de La Belleza et de Sinaí. Les victimes ont, d'après les informations reçues, été tuées à bout portant et leurs corps présentaient des signes visibles de torture et d'autres mauvais traitements. Le 5 juillet, les autorités ont pu identifier six des sept corps ; deux des victimes étaient d'anciens combattants enregistrés du groupe de guérilla démobilisé Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie).

L'Association nationale des Afro-Colombiens déplacés (AFRODES) a indiqué à Amnesty International que des tracts de groupes paramilitaires identifiés comme étant le Commando populaire de nettoyage (Comando Popular de Limpieza) et les Forces d'autodéfense gaitanistes de Colombie (AGC, Autodefensas Gaitanistas de Colombia) ont été distribués au cours des dernières semaines, dans lesquels les deux groupes mettaient en garde contre le fait qu'ils « élimineraient » les voleurs, les violeurs et ceux qui propagent des ragots, et déclaraient que les personnes n'appartenant pas à la municipalité étaient des « cibles militaires ».

Les habitants d'Argelia ont pris peur car cela pourrait annoncer pour l'avenir de violentes attaques. Ils ont signalé la présence de plusieurs groupes armés dans le secteur, notamment celle de l'Armée de libération nationale (ELN), des FARC, de groupes dissidents n'ayant pas participé à l'accord de paix, de groupes paramilitaires et de bandes criminelles participant semble-t-il au trafic de stupéfiants ; la municipalité d'Argelia est considérée comme une voie de transit pour les activités de trafic de stupéfiants.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- Demandez aux autorités d'ordonner qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée dans les meilleurs délais sur le meurtre des sept personnes dont les corps ont été trouvés à Argelia, dans le Cauca ;
- demandez-leur aussi de démanteler les groupes paramilitaires, conformément aux engagements pris expressément par le gouvernement et aux recommandations formulées par des organes internationaux et par Amnesty International ;
- demandez-leur enfin de fournir une protection aux membres de cette communauté, en empêchant que d'autres actes de violence aient lieu et en veillant à ce que leurs droits humains soient respectés.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 17 AOÛT 2018 À :

Président de la République

Señor Juan Manuel Santos Presidente
de la República Palacio de Nariño,
Carrera 8 No.7-26 Bogotá, Colombie
Courriel :
contacto@presidencia.gov.co **Formule
d'appel : Monsieur le Président de la**

République, / Excmo. Sr. Presidente

Santos
Procureur général
Nestor Humberto Martinez
Fiscal General de Colombia
Diagonal 22B No. 52-01 - Bogotá, D.C.
Courriel :
despacho.fiscal@fiscalia.gov.co
**Formule d'appel : Estimado Señor
Fiscal**

Copies à :

Ombudsperson

Carrera 9 Núm. 16-21
Bogotá D. C., Colombia
Courriel :
asuntosdefensor@defensoria.gov.co

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays. (adresse/s à compléter) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

SEPT PERSONNES TUEES DANS LE DEPARTEMENT DU CAUCA, EN COLOMBIE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les négociations entre le mouvement de guérilla Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement colombien ont officiellement débuté en octobre 2012, l'objectif étant de mettre fin à plus de 50 ans de conflit armé interne. La première version de l'accord de paix a été signée par les parties le 26 septembre 2016 et soumise à référendum le 2 octobre 2016. Elle a été rejetée lors de ce référendum. La poursuite des négociations de paix est alors devenue incertaine, et cela a soulevé des questions quant à la façon de parvenir à un juste équilibre entre la nécessité de parvenir à un accord de paix et le respect des obligations internationales de la Colombie en ce qui concerne la justice et les droits des victimes. Une nouvelle version de l'accord de paix a été signée le 24 novembre 2016 et approuvée par la suite lors d'un vote au Congrès le 1^{er} décembre 2016.

Amnesty International a déclaré à plusieurs reprises que la mise en œuvre effective de l'accord de paix dans les territoires historiquement touchés par les violences pouvait contribuer à la non-répétition de tels crimes. Les crimes de droit international et les violations des droits humains se sont poursuivis dans certains départements, dont ceux du Chocó, du Cauca, d'Antioquia et du Norte de Santander avec notamment des meurtres de membres de communautés afro-colombiennes et indigènes, des déplacements forcés collectifs, le confinement de communautés dans certaines régions du pays, le recrutement forcé d'enfants par des groupes armés, des violences sexuelles et l'utilisation de mines antipersonnel.

Depuis la signature de l'accord de paix, le conflit armé s'est intensifié dans certaines régions en raison d'affrontements entre les forces de guérilla de l'Armée de libération nationale (ELN), des groupes paramilitaires et des forces de sécurité de l'État, qui tentent tous de combler le vide en termes de pouvoir laissé par les FARC.

La municipalité d'Argelia, dans le Cauca, a été le théâtre de nombreuses violences lors du conflit armé en Colombie. En 2015, le lendemain d'affrontements entre des habitants d'Argelia et des membres de l'armée, lors desquels une personne a été tuée et trois autres blessées, un engin explosif placé par les FARC a tué trois policiers. Des affrontements ont lieu de façon permanente entre cette communauté et les forces de sécurité, et ils sont généralement liés aux opérations d'éradication des plants de coca ; la coca est largement cultivée dans cette municipalité.

Depuis 2015, des informations font état de la présence dans le département du Cauca de groupes paramilitaires, qui répandent la peur au sein de la population et menacent les dirigeants des communautés. Le médiateur a fait état à maintes reprises de la vulnérabilité de la population. Malgré ces mises en garde, l'État n'apporte toujours pas de réponse globale ni opportune et les habitants se sentent menacés par les différents groupes paramilitaires qui s'affrontent à présent pour s'assurer le contrôle de ce territoire.

Il y a tout juste un an, dans la municipalité de Bolivar, également située dans le Cauca, six corps ont été découverts dans des circonstances identiques. Il s'agissait, semble-t-il, de meurtres liés au trafic de stupéfiants, les corps étaient entassés et les victimes avaient été tuées par balle à bout portant. Les enquêtes n'ont jusqu'à présent pas permis d'amener les responsables de ces crimes à répondre de leurs actes, ce qui reflète le fort climat d'impunité pour ce type de crime dans le Cauca.

Au cours des deux derniers mois, au moins 10 défenseurs des droits humains, qui soutenaient prétendument la campagne du candidat à l'élection présidentielle Gustavo Petro, ont été tués. Le groupe paramilitaire AGC a fait circuler des tracts menaçant de tuer les sympathisants du candidat Gustavo Petro, qui était soutenu par la très grande majorité de la population à Argelia.

Noms : inconnus

Hommes